

*Les crédits*

Canadiens qui détiennent des cartes American Express ou autres.

Quoi qu'il en soit, les résidents de l'Ontario sont en train d'être les victimes d'une détérioration du régime d'assurance-maladie. Le député ne pense-t-il pas—je sais qu'il sera d'accord avec moi—que l'approche du Nouveau Parti démocratique aujourd'hui n'était peut-être pas la bonne et qu'il faudrait plutôt s'asseoir et discuter des soins de santé. Comme l'a dit le ministre: «Nous devons en discuter.»

L'étude de cette question ne devrait pas se faire à sens unique ni être caractérisée par l'esprit de parti. Je pose la question suivante au député: Ne se rend-il pas compte que si nous signons l'accord de libre-échange nord-américain ou que si nous nous lançons dans le libre-échange de la façon dont nous l'avons fait avec les États-Unis—ce qui pourrait nous obliger à avoir une carte d'or de l'American Express pour pouvoir se faire opérer, et c'est le gouvernement actuel qui est responsable de cette situation—, cela causera incontestablement un préjudice au régime d'assurance-maladie du Canada?

Le député ne voit-il pas qu'une telle mesure nuira à notre régime d'assurance-maladie et compromettra les services de santé offerts à la population?

**M. Breugh:** Monsieur le Président, j'ai appuyé les libéraux lorsque ceux-ci formaient le gouvernement en Ontario. L'adoption de ce qu'on appelait une «carte à mémoire», c'est-à-dire d'une carte de la RAMO permettant à la province de savoir qui se servait du système et quel genre de services étaient fournis, a permis d'avoir une meilleure idée de ce qui se passait dans le secteur des soins de santé.

C'était une bonne solution. Ce n'était pas la solution ultime. Cette solution n'a pas réglé beaucoup de problèmes, mais c'est là une inconnue en matière de soins de santé en Ontario et au Canada que nous devrions connaître. L'adoption de cette carte n'a pas été un succès extraordinaire, mais cela ne m'a pas découragé. C'était une bonne idée à l'époque. Je l'ai dit et je le crois toujours.

Le député a fait allusion à un concept intéressant. Comme je l'ai signalé dans mes observations, la prestation de soins de santé est incontestablement une activité commerciale aux États-Unis. C'est purement et simplement une activité commerciale axée sur le profit. Au Canada, notre philosophie est pratiquement aux antipodes de celle des Américains.

Malheureusement, dans des endroits comme le Mexique et de nombreux autres pays, les soins de santé ne

s'inscrivent ni dans un régime comme le nôtre, ni dans une activité commerciale comme aux États-Unis. Ce service n'existe sous aucune forme que nous pourrions reconnaître, et certainement pas sous une forme semblable à celle qu'on trouve dans nos deux pays développés.

Je partage certaines préoccupations formulées relativement à l'Accord de libre-échange avec les États-Unis et à l'accord de libre-échange nord-américain. Ces ententes vont miner davantage ce que les Canadiens considèrent comme un élément très important de la nature et de la culture de notre pays. Je partage cette préoccupation.

**M. René Soetens (Ontario):** Monsieur le Président, je sais que le député d'Oshawa a acquis beaucoup d'expérience à l'Assemblée législative dans le domaine des soins de santé. Nos circonscriptions sont voisines, et nous connaissons des problèmes semblables à tous points de vue, je suppose. C'est certainement le cas de la question des soins de santé.

L'Ontario connaît des problèmes dans ce domaine, sans parler du reste du Canada. J'ai entendu le ministre de la Santé de l'Ontario dire que, en réalité, ce n'est pas l'argent qui pose le problème.

Le député faisait allusion à une solution combinée, qui nécessite la participation de tous. C'est en pensant à ce commentaire que je me demande pourquoi le Nouveau Parti démocratique s'est montré aussi critique envers le gouvernement fédéral quand celui-ci a déclaré aux provinces qu'il leur offrait une certaine somme d'argent, et pas un sou de plus. C'est pourtant exactement ce que fait le ministre de la Santé de l'Ontario quand il annonce aux hôpitaux qu'il leur versera tant d'argent, qu'il ne faudra pas en attendre davantage et qu'ils devront composer avec la situation. Est-ce bien différent de ce que dit le gouvernement fédéral aux provinces quand il leur annonce une augmentation de 2 p. 100, ou une somme de tant?

**M. Breugh:** Le député et moi avons une chose en commun, soit une partie de l'Ontario, mais cela s'arrête là. Je n'ai rien contre, cela fait partie du jeu.

La question qu'il a posée à la Chambre ne manque pas d'être intéressante. Si nous n'étions pas au beau milieu d'une crise économique provoquée par nos propres politiques, les plaintes liées aux difficultés financières qui viennent de partout au Canada seraient quelque peu différentes. La réalité politique, c'est que l'Ontario, comme on l'a dit, est devenu une province pauvre. Jadis, l'Ontario venait en aide aux autres provinces moins bien nanties sur les plans financier et industriel. Il pouvait sans problème aider les autres. Mais aujourd'hui, en plein coeur d'une récession, l'Ontario se retrouve hélas parmi